Niveau(x) d'enseignement: 1 Numéro EDUQ : 8270526
Centre d'intérêt: 430

Crespo, Manuel, 1939-.

Les coupures budgétaires et la qualité de l'éducation, un sondage sur l'opinion québécoise / Manuel Crespo et Jean-Baptiste Haché. -- [Montréal] : Université de Montréal, Section d'administration scolaire 1982.
10 f. ; 28 cm.

Notes (part. bibliographiques): f. 10.

Cote Dewey: 379.11'09714/C921c Cote LC: LB/2891/.Q3

Descripteur(s): *Coût *Budget *Finances scolaires *Qualité de l'éducation *Opinion publique *Primaire (Niveau) *Secondaire (Niveau)

Identificateur(s) de nom: *Université de Montréal (Québec) Centre de sondage

Identificateur(s) de sujet: *Coupures budgétaires

Le Centre de sondage de l'Université de Montréal a réalisé, en novembre 1981, un sondage portant sur les effets des coupures budgétaires sur la qualité de l'éducation ainsi que sur le choix des stratégies de réduction budgétaire dans le domaine. L'étude examine les réponses à la première question, libellée ainsi: "Selon vous, est-ce que le genre de coupures que le gouvernement fait améliore, diminue ou n'affecte pas la qualité de l'éducation dans les écoles?" Le terme "école" fait ici référence à l'enseignement primaire et secondaire.

Le sondage a été effectué au moyen d'entrevues téléphoniques, en novembre 1981, auprès d'un échantillon de personnes représentatif de l'ensemble de la population québécoise. Au total, 2091 réponses ont été recueillies.

La répartition des réponses s'établit selon les taux suivants: améliore: 2,4%; diminue: 66,2%; n'affecte pas: 17,1%; ne sait pas: 14,2%; sans réponse: 0,1%. L'analyse des variations introduites dans les réponses par la considération de facteurs tels la région, la langue, le sexe, l'âge, le revenu, le niveau de scolarité ou l'occupation ne révèle pas de changements majeurs au fait que la grande majorité des répondants jugent la qualité de l'éducation compromise par les politiques de compressions budgétaires.

Type de document: r
Notice(s) connexe(s): 8270527
Auteur de l'analyse: fr

E D U Q 8270526

LES COUPURES BUDGETAIRES ET LA QUALITE DE L'EDUCATION: UN SONDAGE SUR L'OPINION QUEBECOISE

Manuel Crespo

et

Jean-Baptiste Haché

Administration scolaire

Faculté des Sciences de l'éducation

Université de Montréal

JANVIER 1982

Le Québec est aux prises avec de graves problèmes financiers dus, en partie, à la mauvaise conjoncture économique nord-américaine. Afin de réduire son déficit, le gouvernement québécois, engagé dans un processus de révision de l'ensemble de ses politiques, programmes et services, effectue des coupures, tant directes qu'indirectes dans les budgets de plusieurs secteurs.

Ce sont les secteurs de l'éducation et des affaires sociales qui sont les plus durement touchés. Ces secteurs qui représentaient ensemble en 1970-71 plus des deux tiers du budget total du Québec, représentent encore en 1980-81, en dépit d'une diminution relative, tout près de 60% de ce budget.(1)

Dans le secteur de l'éducation primaire et secondaire, la décroissance des effectifs qui sévit depuis plusieurs années et le changement des règles de financement des commissions scolaires en 1980-81, se sont traduits par des réaménagements structurels importants dont les plus spectaculaires ont été, et continuent d'être, les fermetures d'écoles ainsi que la mise en disponibilité en grand nombre et le licenciement de personnel.

Depuis quelque temps, les critiques d'une gestion de l'austérité visant l'équilibre budgétaire sans égard aux objectifs éducatifs à long terme, se font de plus en plus fréquentes. Ainsi, en plusieurs milieux, on se pose sérieusement la question de la qualité d'une éducation dont les orientations et le développement seraient

soumis à des impératifs surtout comptables. Les critiques proviennent non seulement de responsables locaux de l'éducation et d'organismes syndicaux, mais aussi d'organismes indépendants, tel le Conseil supérieur de l'éducation.

Ces critiques reflètent-elles l'opinion québécoise dans son ensemble? Que pensent les québécois de l'impact des coupures budgétaires sur la qualité de l'éducation? Où devrait-on effectuer les coupures en éducation?

Le dernier sondage Omnibus du Centre de sondage de l'Université de Montréal, réalisé en novembre 1981, a permis de connaître les réponses à ces questions.(2) Ce sondage a cerné l'opinion de la population du Québec: a) quant aux effets des coupures budgétaires sur la qualité de l'éducation et b) quant aux choix des cibles de coupures.

Cet article fait état des résultats du sondage sur la première question. Les opinions sur la deuxième question feront l'objet d'une publication ultérieure.

La question sur l'impact des coupures était la suivante: "Selon vous, est-ce que le genre de coupures que le gouvernement fait, améliore, diminue ou n'affecte pas la qualité de l'éducation dans les écoles?"

Cette question fait référence à l'enseignement primaire et secondaire, l'utilisation du terme <u>école</u> excluant, pour la population, les niveaux CEGEP et Université. C'est ce niveau du système d'éducation du Québec qui concerne le plus grand nombre des répondants. C'est également à ce niveau du système que les stratégies de gestion de la

décroissance et de l'austérité ont d'abord été mises en application, et c'est donc par rapport à ce niveau que la population est davantage sensibilisée. Le tableau 1 présente la répartition des réponses à cette question.

TABLEAU 1

Opinions quant à l'impact des coupures budgétaires sur la qualité de l'éducation

	(%)
Améliore	2,4
Diminue	66,2
N'affecte pas	17,1
Ne sait pas	14,2
NR	0,1
%	100
N	(2091)

Comme on peut le constater, deux tiers des répondants (66,2%) pensent que le genre de coupures fait par le gouvernement diminue la qualité de l'éducation dans les écoles. Seulement 2,4% pense qu'elle peut en être améliorée, alors qu'environ 17% jugent qu'elle ne sera pas affectée. Le nombre des répondants sans opinion n'est pas très élevé (14,2%).

Existe-t-il des différences dans les réponses à cette question selon les régions du Québec? Le tableau 2, qui présente la distribution des réponses selon les différentes régions du Québec, indique des légères différences seulement. Dans toutes les régions, le pourcentage de ceux qui concluent à une diminution de la qualité de l'éducation est supérieur à 60%. Dans quatre des six régions, la variation des pourcentages avec ceux du tableau 1, ne dépasse pas 3%. Les deux régions qui se distinguent quelque peu sont les régions de Québec et du Centre du Québec, mais les différences demeurent petites, ne dépassant pas 6 points de pourcentage.

TABLEAU 2

Opinions quant à l'impact des coupures budgétaires sur la qualité de l'éducation selon les régions du Québec

(%)

Régions

Opinion	Montréal	Québec	Sud du Québec	Centre	Ouest et Nord-Ouest	Gaspésie et Sept-Iles
Améliore	1,9	3,0	2,0	1,6	3,9	5,4
Diminue	68,2	62,3	68,8	60,5	65,7	67,3
N'affecte pas	15,1	21,2	14,7	23,8	15,4	15,9
Ne sait pas	14,8	13,5	14,5	14,1	15,0	11,4
%	100	100	100	100	100	100
N	(940)	(257)	(302)	(306)	(140)	(144)

Non répondants: 2

S'il n'y a pas de différences notables entre les diverses régions du Québec, qu'en pensent les deux grands groupes linguistiques (définis selon la langue d'usage)?. Ce sont les anglophones qui jugent le plus sévèrement les coupures. Alors que 65,5% des francophones jugent que les coupure détériorent la qualité de l'éducation, ce pourcentage s'élève à 75,2% chez les anglophones. Proportionnellement plus de francophones (18%) que d'anglophones (11,1%), par contre, estiment que les coupures n'affectent pas la qualité de l'éducation.

Le sexe du répondant n'est pas un facteur discriminant dans l'analyse. Le facteur âge, cependant, introduit des variations significatives, mais elles ne renversent pas l'essentiel des constatations précédentes. Indépendamment des catégories d'âge, une majorité de 55% et plus des répondants dans chaque catégorie croit que la qualité de l'éducation diminue. Selon les catégories d'âge, entre 13% et 20% des répondants jugent qu'elle se maintient et des répondants en pourcentages négligeables sont d'avis qu'elle s'améliore. Ce sont les 18-24 ans qui jugent le plus sévèrement l'effet négatif des coupures et les 65 ans et plus, qui le jugent le moins sévèrement (54.6%).

Si l'on considère les caractéristiques socio-économiques des répondants (revenu, scolarité et occupation), l'on retrouve, en général, la même tendance que celles observées dans les analyses précédentes. Les répondants, indistinctement de leur revenu, scolarité et occupation,

formulent un jugement qui est globalement négatif sur l'impact des coupures budgétaires. L'analyse particulière de chacune de ces variables socio-économiques, confirme essentiellement le consensus déjà révélé.

Pour ce qui est du revenu (voir tableau 3), les pourcentages des personnes interviewées estimant que les coupures font diminuer la qualité de l'éducation, varient en 60,5% et 72.6%, suivant la catégorie de revenus. Les proportions de ceux jugeant que la qualité s'améliore est négligeable, n'excédant jamais 3,5%. Notons que parmi les répondants des catégories de 20 000$ et plus l'on retrouve proportionnellement plus derépondants concluant au maintien de la qualité de l'éducation (entre 20,1% et 30,5%) que dans les catégories de moins de 20 000$ (entre 11,7% et 18%).

La scolarité des répondants ne modifie pas substantiellement leurs opinions. Cependant, elle introduit certaines variations dans les résultats. Ainsi, plus l'on est scolarisé, plus on juge que les coupures affectent négativement la qualité de l'éducation. Alors que 60,9% des répondants de sept ans de scolarité ou moins jugent négativement les coupures , cette proportion s'élève à 73.6% pour ceux ayant 16 ans et plus de scolarité. Les pourcentages des répondants d'opinion que les coupures n'affectent pas la qualité et les pourcentages des sans opinion décroissent à mesure que la scolarité augmente.

L'appartenance à une catégorie occupationnelle particulière ne change pas essentiellement ce portrait. Les pourcentages révèlent cependant certaines variations non systématiques selon les catégories. De façon générale, les répondants pensent à 55% et plus que les coupures budgétaires diminuent la qualité de l'éducation.

TABLEAU 3

Opinions quant à l'impact des coupures sur la qualité de l'éducation selon le revenu (%)

Revenu

Opinions	Aucun	Moins de 10 000$	10 000-14 999$	15 000-19 999$	20 000-29 999$	30 000-49 999$	50 000$ et plus
Améliore	1,7	3,4	1,9	*	3,5	1,5	-
Diminue	66,8	63,3	72,6	68,8	65,5	60,5	65,3
N'affecte pas	18,0	16,2	11,7	17,6	20,1	30,5	24,4
Ne sait pas	13,5	17,1	13,8	12,7	10,9	7,5	10,3
%	100	100	100	100	100	100	100
N	(413)	(613)	(344)	(245)	(281)	(118)	(30)

* Pourcentage inférieur à 1%

\- Aucun répondant

Non répondants: 47

En résumé, l'opinion québécoise face au genre de coupures effectuées en éducation est fort négative. Les regroupements des réponses selon les variables démographiques et socio-économiques habituelles, indiquent clairement que la majorité des québécois se questionne sérieusement sur les effets des politiques gouvernementales de coupures budgétaires en éducation. Indépendamment de la région, de la langue d'usage, du sexe, de l'âge,du revenu, de la scolarité et de l'occupation, les répondants jugent majoritairement que la qualité de l'éducation est compromise par les politiques actuelles de compressions budgétaires. Des analyses plus poussées n'ont pas révélé de changements majeurs à cette conclusion. Même lorsqu'il y a une certaine variation dans les réponses à un niveau plus désagrégé, la configuration des choix telle que présentée ici demeure stable dans au-delà de 60% des cas.

L'opinion québécoise coincide avec les doutes émis par différents critiques sur l'efficacité à long terme des politiques actuelles de gestion de la décroissance et de l'austérité. Bien que la question posée ne définit pas la notion de "qualité de l'éducation", l'on peut supposer que les répondants s'inquiètent des effets des coupures sur les apprentissages scolaires et sur la capacité des écoles de répondre aux besoins des élèves dans l'avenir.

Cette opinion n'est pas nécessairement objective, car la mesure de l'efficacité organisationnelle en éducation est fort complexe. L'opinion risque d'avoir un caractère "prophétique": l'opinion peut engendrer des conséquences qui finissent par la rendre réelle. Dans la mesure où l'opinion québécoise juge les coupures nuisibles à la qualité de l'éducation, elle peut déterminer, chez les agents d'éducation, des attitudes et comportements défaitistes qui augmentent les possibilités que cette opinion devienne réalité.

Lorsqu'on analyse de près les stratégies adoptées pour gérer la décroissance au niveau pré-collégial, l'on s'aperçoit que l'opinion québécoise a néanmoins des fondements objectifs. Les travaux que les auteurs ont produits sur la gestion de la décroissance ont permis de déceler une série de conséquences organisationnelles et socio-psychologiques dont l'impact à plus long terme risque d'être négatif pour la qualité de l'éducation.(3)

Les résultats discutés ici sont importants à un niveau politique. Personne ne peut consentir de bon gré à la diminution des ressources allouées. Il faut se rendre à l'évidence cependant que la situation économique oblige à un resserrement à tous les paliers. Mais si des réaménagements s'avèrent nécessaires, le "genre" de réaménagements introduits sont sujets à révision. Des politiques de gestion fondées <u>principalement</u> sur l'atteinte d'un équilibre budgétaire sont à proscrire parce qu'elles ne tiennent pas compte de l'atteinte d'objectifs à plus long terme.

Jusqu'à maintenant, c'est la préoccupation comptable qui semble avoir dominé l'ensemble des stratégies adoptées pour gérer l'austérité. Il est temps que l'on s'attarde à élaborer des scénarios prospectifs où les coupures à effectuer soient mesurées en fonction des objectifs à plus long terme de l'éducation. Une telle approche ne solutionnerait pas tous les problèmes, mais elle permettrait d'élaborer des politiques potentiellement moins dommageables pour l'avenir.

NOTES

(1) Source: Ministère du Conseil exécutif au développement économique, Gouvernement du Québec. Situation économique du Québec en 1981, Gouvernement du Québec, 4e trimestre, 1981

(2) Répondu par 2091 personnes, ce sondage est représentatif de la population du Québec, agée de 18 ans et plus. Un sondage de ce type comprend une marge d'erreur de 2,4% avec un intervalle de confiance de 95% pour des distributions univariées.

(3) Voir entre autres:

CRESPO, Manuel et Jean B. HACHE. "Décroissance et gestion en éducation au Québec". Administration et éducation, no 1, pp.8-19 et

CRESPO Manuel et Jean.B. HACHE " The Management of Decline in Education" Educational Administration Quarterly, sous presse.